

Nouvelles images d'Haïti



Bulletin mensuel du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris
Tél : 01 43 48 31 78

Supplément à Une Semaine en Haïti
Juin 2003 - N° 18

Inforépondeur : 01 43 48 20 81
Mail : collectifhaiti@hotmail.com

EDITORIAL

Ce dernier numéro avant l'été présente les regards croisés de trois personnalités sur l'immigration haïtienne, en France, au Canada et aux Etats-Unis. Ces interventions ont été faites dans le cadre d'une soirée publique du Collectif et montrent que les situations des communautés d'Haïtiens immigrés dépendent fortement du pays d'accueil. Ainsi, les relations entre les différentes vagues d'immigration, l'appui par la communauté à l'intégration des nouveaux arrivants ou des jeunes de la deuxième génération sont plus importantes au Canada qu'en France. Cependant, dans les trois cas, l'importance de l'organisation des communautés en associations a été soulignée.

Les lecteurs de Nouvelles Images d'Haïti l'ont bien compris, puisqu'ils sont nombreux à nous demander par l'intermédiaire de l'enquête lancée il y a quelques mois, de diffuser des informations sur les activités des associations haïtiennes et franco-haïtiennes et d'être un élément de liaison entre associations.

Nous invitons donc tous nos lecteurs à nous faire part des activités qu'ils organisent ou dont ils sont informés. Ainsi, Nouvelles Images d'Haïti pourra les publier et participer à son niveau à la vie des associations haïtiennes et franco-haïtiennes.

La rédaction

« Coup d'œil sur la migration haïtienne aux Etats-Unis, au Canada et en France »

Brève synthèse de la réunion publique du 15 mai 2003, au Collectif Haïti de France.

Louis Herns Marcelin (Docteur en Anthropologie, Université de Miami),

Francklin Midy (Sociologue, université de Montréal),

Wesley Pierre (Médecin pratiquant, fondateur de la Maison d'Haïti à Paris).

L'arrivée d'Haïtiens aux Etats-Unis, au Canada et en France s'est faite aux mêmes périodes dans les trois pays, et est due aux mêmes secousses de l'Histoire Haïtienne des quarante dernières années. Mais l'importance en nombre de cette migration est naturellement différente, en rapport avec la proximité géographique et la réputation réelle ou supposée d'« accueil » de ces pays. Ainsi, un million d'Haïtiens vivent aux Etats-Unis (c'est-à-dire un haïtien sur 7 dans le monde), 45 000 personnes pour le seul Québec (recensement de 1996) et 30 000 à 40 000 en France métropolitaine (dans les DOM-TOM, on estime à 25 000 – ou 30 000 selon les sources – le nombre d'haïtiens en Guyane ; 10 000 à 15 000 personnes en Guadeloupe, 5000 à la Martinique et environ 1500 à Saint-Martin).

1) Deux vagues d'immigration haïtienne se sont succédées :

Celle des années 1960-1970, sous la dictature de Duvalier père, où une partie des classes moyennes, professionnellement et culturellement bien formées, partent d'Haïti pour des raisons économiques ou politiques. Ils apportent des capitaux, des compétences, une expérience professionnelle. Leur intégration se fait relativement en douceur.

Celle des années 1980 (qui commence un peu plus tôt au Canada et en France) sous Jean-Claude Duvalier. Ce sont alors des Haïtiens ruraux ou venant des périphéries urbaines qui, pour des raisons de survie et dans des conditions très difficiles, quittent alors leur pays. Ils ne savent souvent ni lire, ni écrire, et ont vécu à l'écart de la modernité.

Aux Etats-Unis ils sont très vite stigmatisés comme « barbares », sauvages, porteurs de maladies.

Au Canada, la situation est bien différente. La première vague d'immigrants – politiquement engagés – se structure autour de l'accueil de ces nouveaux réfugiés « économiques », elle s'efforce de leur donner une information politique. Par ailleurs, le parti québécois, sensible au statut des immigrés, favorise une normalisation,

une régulation des arrivées. On observe une tentative communautariste.

En France, il semble qu'il y ait eu peu de rapports entre les intellectuels et les migrants populaires qui arrivent. L'identité haïtienne n'apparaît pas comme un handicap, les Français de métropole ont l'habitude de leurs compatriotes antillais et le parler créole ne les surprend pas.

2) La deuxième génération

Les Haïtiens arrivés en 1960, 70, 80 ont eu des enfants qui sont allés à l'école, à l'université, ont appris le français ou l'anglais. Ils ont eu des rapports avec les institutions publiques. Cela a favorisé l'intégration des parents mais l'on observe aussi l'apparition de difficultés entre les parents et les enfants.

Ces difficultés ont souvent incité les Haïtiens à monter des associations, pour comprendre, répondre à des problèmes nouveaux et intergénérationnels, informer.

Ainsi, aux Etats-Unis, se créent des associations professionnelles, des groupes scientifiques. Cela va jusqu'à des organisations de type économique. Sans oublier les radios. Reste que la situation américaine, de ghettoïsation, ne permet pas toujours l'intégration et conduit au contraire à l'exclusion sociale. Les parents travaillent souvent très loin, ou sont au chômage, le jeune est dans la rue, il va alors de galère en grosse délinquance, de gang en prison.

Il semble qu'au Canada, les Haïtiens bien intégrés ont un grand souci de ces jeunes Haïtiens marginalisés, les entourent, les accompagnent pendant leur emprisonnement et à leur sortie de prison.

En France, les Haïtiens vivent dans le schéma français jacobin où la communauté n'est pas reconnue comme telle.

Ils vivent dans ce schéma, mais dans un espace politique qui pour l'instant leur est un peu fermé. Ils sont également souvent dans des réseaux religieux qui fonctionnent assez bien. Enfin, ils ont ressenti eux aussi le besoin de se regrouper : 300 associations sont répertoriées actuellement en France, très variées, soit haïtiennes, soit, moins souvent franco-haïtiennes. Ces toutes dernières années se manifeste une évolution qui est un signe de maturité, le cloisonnement qui existait, souvent lié à des options politiques divergentes, s'estompe ; des rapprochements se font, il y a plus de place pour des espaces où les acteurs associatifs se retrouvent.

3) Quels liens ces haïtiens émigrés gardent-ils avec la patrie d'origine ?

Haïti est un lieu de mémoire.

« Haïti chérie » surtout pour les migrants de la première génération. Tout en sachant que, quand on retourne au pays, on ne retrouve jamais ce que l'on a quitté, et on revient soi-même changé, avec un autre regard.

Sachant qu'on ne reviendra sans doute pas, on s'organise pour soutenir le pays, par le réseau familial ou des réseaux de solidarité régionale ou nationale : le montant des transferts d'argent des haïtiens en Haïti est actuellement égal au double du budget national du pays.

Plus largement, quel rôle peuvent jouer les Haïtiens expatriés sur l'évolution politique de leur pays ? D'après HERNI Marcelin, si l'on prend l'exemple de la diaspora aux Etats-Unis, « la problématique des rapports Haïti/Etats-Unis influence de façon transversale la reconstruction de l'Etat Haïtien ».



L'actualité du mois

Relations internationales

Ce mois-ci, les négociations entre le gouvernement Haïtien, et l'Organisation des Etats Américains (OEA) ont de nouveau occupé le devant de la scène. L'OEA organisait son Assemblée Générale, à partir du 8 juin et une déclaration sur la situation en Haïti est attendue. Les exigences de la résolution 822 porte sur plusieurs aspects qui, selon les points de vue, ont connu plus ou moins de progrès.

Ainsi, sur le sujet de l'arrestation des auteurs des violences du 17 décembre 2001 et le démantèlement des bandes armées, le débat reste entier quand Amiot Métayer, l'une des personnes poursuivie reste en liberté, et se trouve blanchie dans l'affaire des incendies des maison du quartier Jubilé en 2002. Par contre, l'OEA qui réclamait un changement à la tête de la police a été satisfaite par la démission de Jean-Claude Jean-Baptiste, personnalité mise en cause dans l'assassinat du dirigeant politique Sylvio Claude en 1991, et la nomination de Jean Robert Faveur le 6 juin.

La Convergence démocratique et le gouvernement continuent à être opposé sur cette résolution 822. Les premiers estimant que les conditions d'une élections démocratique ne sont pas réunies, et refusant instamment de participer au Conseil Electoral Provisoire (CEP). Le gouvernement, de son côté estime que des avancées ont été réalisé et voudrait proposer un nouveau CEP qui pourrait se réunir même sans l'accord de l'opposition.

A noter, un accord signé entre le FMI et le gouvernement Haïtien le 8 mai. Devant les faibles performances économiques de l'Etat, le FMI a proposé la signature d'un Staff Monitoring Program, qui engage le gouvernement a une maîtrise drastique du déficit budgétaire, des dépenses de l'Etat et à des coupes budgétaires dans les secteurs non essentiels. Cet accord qui, d'après le FMI devrait faciliter le décaissement de 50 millions de dollars ainsi que les relations avec les autres bailleurs de fonds, a été critiqué par plusieurs économistes Haïtiens, qui y voient une perte d'autonomie du Gouvernement et peu d'espoir d'améliorer les conditions économiques de la population.

Le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), devant la dégradation de la situation économique et sociale, a initié un programme d'urgence d'assistance internationale de 84 millions de dollars américains. 21 projets vont porter

sur l'administration, la création d'emploi, la micro-finance, la lutte contre la violence et la prolifération des armes, la réduction des risques de catastrophe naturelle.

Enfin, à noter la prise de position du président Jacques Chirac, sur la demande du gouvernement Haïtien de versement de 21 milliard de dollars américains, en compensation de la dette de l'indépendance. Il a déclaré : « *Avant d'évoquer des contentieux de cette nature, je ne saurais trop conseiller aux autorités haïtiennes d'être très vigilantes sur, je dirais, la nature de leurs actions et de leur régime* ».

Politique intérieure

Le gouvernement a formé une commission pour travailler sur un projet d'amendement de la constitution, qui ne serait plus adaptée aux réalités haïtiennes. Le projet porte notamment sur l'existence de l'armée, la limitation des mandats présidentiels et l'interdiction de la double nationalité dans les élections. L'opposition dénonce des manœuvres pour permettre au Président Aristide de se représenter (ce qui est impossible actuellement, le nombre de mandat étant limité à deux) ou à sa femme de briguer la présidence (si la double nationalité est acceptée pour les élections).

La méfiance de l'opposition porte aussi sur la campagne entamée par le Président et son parti en faveur de la restitution de la dette de l'indépendance. L'opposition y voit une manœuvre pour occulter les véritables problèmes de la nation. Ces éléments de discorde ont servi de toile de fond à la célébration du bicentenaire du drapeau haïtien, qui a eu lieu dans tous le pays le dimanche 18 mai.

Ce mois de mai a vu la disparition de deux personnalités Haïtiennes importantes. Le père Adrien, fervent défenseur de la démocratie en Haïti, s'est éteint le 12 mai à l'âge de 80 ans. Il a été de tous les combats depuis la lutte contre Duvalier jusqu'au retour du Président Aristide en 1994. Il semblait, selon ses proches, déçu par l'évolution récente du mouvement Lavalas.

Le 1^{er} juin c'est René Théodore, 62 ans, qui a disparu. Ancien secrétaire général du parti unifié des communistes haïtiens (le PUCH), qui deviendra par la suite le Mouvement pour la reconstruction nationale. Il avait été nommé au poste de premier ministre en 1992 par le président Aristide alors en exil.



A lire, à voir, à écouter :

A lire :

« **Haïti la dérive** », un dossier de 12 pages sur la situation actuelle en Haïti sur le site de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) :

<http://www.icftu.org>

« **1802 : Rétablissement de l'esclavage dans les colonies françaises. Aux origines d'Haïti** », Sous la direction de Yves Bénot et Marcel Dorigny. Ed. Maisonneuve et Larose. 2003. 592 p.

Actes d'un colloque organisé en juin 2002 à l'Université Paris VIII Saint Denis. Ce colloque se proposait de réfléchir sur les conséquences du rétablissement de l'esclavage, décrété par Napoléon en 1802. Une des premières conséquences est l'indépendance d'Haïti en 1804, tout un chapitre y est consacré.



A écouter :

« **Solèy la cho** », dernier album de **Bob Bovano** : 13 titres et plus d'une heure de musique Racine. La totalité des ventes iront à Bob Bovano et à la Fondation Terra Viva en Haïti. Commander le CD de Bob Bovano à l'association Le Zèbre au prix unitaire de 15 euro (+ frais de port).

Renseignements : 02 99 45 12 71 ou chieko@9online.fr

Le groupe « **Adjabel** » est composé d'un percussionniste haïtien, d'une chanteuse comorienne et d'un rappeur égypto-malien, qui mélange chansons à texte, rythmes de rap et percussions vaudous. Un mélange absolument réussi, à ne pas rater. Deux CD ont déjà été autoproduits, que l'on trouve dans certains magasins de disques.

Renseignements : concert@adjabel.com – Tel : 06 13 95 67 52 - Fax : 01 43 54 94 94



A voir :

Bibliographie : Un site Internet sur les livres sur Haïti, il est assez complet et souvent mis à jour : <http://www.haitianbookcentre.com/fr/shopping/index.php>

« **Cumbite** ». Samedi 28 juin, projection au Musée Dapper, par l'Association **Haïti, Mémoire et Culture**, du film de Tomas Gutierrez Alea, d'après le roman de Jacques Roumain « Gouverneurs de la Rosée ». Un débat suivra le film, sur le thème « Vaudou et vie paysanne dans la littérature Haïtienne », un cocktail clôturera la manifestation. C'est à 15h, 35, rue Paul Valéry, Paris 16^{ième}. Participation 10 euro.

Renseignements : 01 40 71 98 44



Au Collectif Haïti de France :

Haïti au Forum Social Européen ?

Dans le cadre du **Réseau Associatif Haïti 2004**, un ensemble d'associations, dont le Collectif Haïti de France, a entamé une campagne pour 2004. Cette campagne a pour fil conducteur la responsabilité de la France, hier et aujourd'hui, à l'égard d'Haïti. La première proposition d'action concrète du réseau est l'organisation, au **Forum Social Européen** de Saint-Denis (93) en novembre 2003, d'un séminaire sur Haïti.

La proposition au comité d'organisation du forum sera faite courant juin, nous serons fixé sur la présence d'Haïti au FSE en juillet ou septembre. Nous vous tiendrons au courant.

Pour connaître plus régulièrement les activités du Réseau Associatif Haïti 2004, ou pour échanger vos informations et projets pour 2004, inscrivez-vous au réseau en envoyant un mail à : ReseauHaiti2004-subscribe@yahoogroupes.fr



Les résultats de l'enquête sur Une Semaine en Haïti et Nouvelles Images d'Haïti

En début d'année 2003, le Collectif Haïti de France a envoyé un questionnaire d'enquête à tous ses abonnés. L'objectif était de faire le point sur nos publications. Pour **Une Semaine en Haïti**, après plus de 600 numéros, il était intéressant de recevoir l'avis des lecteurs assidus du bulletin, afin de penser une éventuelle évolution. Pour **Nouvelles Images d'Haïti** après un an de parution, il était temps de faire un premier bilan.

Nous remercions donc tous ceux qui ont bien voulu prendre quelques minutes pour remplir le questionnaire, et nous vous en présentons ici, très synthétiquement les principaux résultats.

Une Semaine en Haïti

Une Semaine en Haïti est principalement perçu comme un moyen de suivre l'actualité en continu (100 %).

Il sert régulièrement dans les activités associatives des lecteurs (pour transmettre une information, pour réaliser des bulletins par exemple) (77 %).

Il est perçu comme un média non partisan à 65 %.

Sa périodicité semble appréciée (58 %), une partie des lecteurs aimerait toutefois un bulletin tous les 15 jours (23 %).

Les impressions générales sont plutôt positives. Une Semaine en Haïti apparaît pour la majorité des participants comme un outil essentiel, qu'il faut poursuivre tel quel. Plusieurs propositions sont néanmoins faites pour compléter le contenu : plus de faits positifs, de nouvelles sociales, etc.

Nouvelles Images d'Haïti

Nouvelles Images d'Haïti semble répondre à ses objectifs pour 56 % des lecteurs qui ont répondu. Cependant, ils ne

sont que 30% à trouver que le mensuel apporte une vision plus positive, alors que c'était le but principal du bulletin. Nouvelles Images d'Haïti sert plus à apporter des éléments de compréhension et des initiatives intéressantes. Comme Une Semaine en Haïti, Nouvelles Images d'Haïti est utilisé par la majorité des lecteurs dans leurs activités associatives.

Beaucoup de lecteurs souhaiteraient y voir d'autres rubriques et sujets. La plupart du temps, plus d'informations sur la communauté haïtienne en France et les actions des associations franco-haïtienne ; plus d'informations culturelles ; plus d'initiatives de terrain...

Le Collectif Haïti de France

Une minorité des personnes ayant répondu connaissent les autres activités du Collectif. Parmi les activités connues, les réunions publiques dominent.

Les attentes par rapport à l'association, sont souvent de l'ordre du travail de réseau au sein du milieu associatif franco-haïtien.

On peut retenir deux idées importantes :

- L'association doit continuer son travail d'information
- Les bulletins, surtout Nouvelles Images d'Haïti, doivent permettre d'apporter une information plus diversifiée et être un élément de liaison entre les associations.

Nous essayons progressivement de répondre aux principales idées proposées dans l'enquête. N'hésitez pas à continuer à nous faire parvenir vos suggestions.